

ment se reconstruire autour d'un nouveau pivot de classe, elle doit se reconstruire idéologiquement, et ceci n'est réalisable que dans le cas où le prolétariat sans se dissoudre dans le "peuple", dans la "nation", mais au contraire en développant "son" programme de la révolution "prolétarienne", obligera la petite bourgeoisie à choisir entre deux régimes.

Le mot d'ordre de la révolution Populaire endort la petite bourgeoisie ainsi que les larges masses ouvrières; il les réconcilie avec la structure hiérarchique bourgeoise du "peuple", il ralentit leur libération.

Dans les conditions actuelles de l'Allemagne, le mot d'ordre de révolution "populaire" efface les frontières idéologiques entre le marxisme et le fascisme, il réconcilie une partie des ouvriers et de la petite bourgeoisie avec l'idéologie du fascisme en leur permettant de croire qu'il n'y a pas de nécessité à faire le choix puisqu'ici et là, il s'agit de la révolution populaire.

Les idées ont leur logique. La révolution populaire est mise en avant comme moyen auxiliaire pour la "Libération nationale". Une telle façon de poser la question a ouvert l'accès du Parti aux tendances chauvinistes.

Il n'y a, bien entendu, rien de mauvais dans le fait que les patriotes désespérés du camp du chauvinisme petit-bourgeois se rapprochent du parti du prolétariat : différents éléments rejoignent le communisme par différents chemins et sentiers. Il y a incontestablement des éléments sincères et honnêtes - à côté des arrivistes et des aventuriers manqués - dans les rangs des officiers gardes-blancs qui pendant les derniers mois ont, semble-t-il, commencé à se tourner vers le communisme. Le Parti peut, bien entendu, utiliser aussi de telles métamorphoses individuelles comme moyen auxiliaire de décomposition du camp fasciste. Le crime de la bureaucratie stalinienne - oui, un véritable crime - consiste cependant dans le fait qu'elle se solidarise avec ces éléments, qu'elle identifie leurs voix avec cel-

le du Parti, qu'elle se refuse à dénoncer leurs tendances nationalistes et militaristes en faisant de la brochure chauviniste de Scheringer un nouvel évangile du prolétariat révolutionnaire.

C'est de cette concurrence vulgaire avec le fascisme qu'est née la décision, à première vue inattendue, du 21 juillet : Vous avez une révolution populaire, nous aussi nous en avons une; chez vous la libération nationale est un critérium suprême, chez nous c'est la même chose; vous proclamez la guerre au capitalisme occidental, nous promettons la même chose; chez vous, il y a plébiscite, nous aussi nous en ferons un, et mieux que ça - un plébiscite tout "rouge".

C'est un fait que l'ancien ouvrier révolutionnaire Thaelman fait tous les efforts possibles pour ne pas être inférieur au comte Stenbock-Fermor. Le compte-rendu de la réunion des militants du Parti où Thaelman a inauguré le tournant vers le plébiscite, est publié dans la "Rote Fahne" sous le titre prétentieux "Sous le drapeau du marxisme". Cependant Thaelman met au premier plan de ses conclusions cette pensée que "L'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'entente". Il s'agit donc avant tout de la "libération nationale".

Or, dans un certain sens, la France, l'Italie et même l'Angleterre sont, elles aussi, des "jouets" entre les mains des Etats-Unis. La dépendance de l'Europe vis à vis de l'Amérique qui est réapparue de nouveau au moment de la proposition Hoover (demain cette dépendance se révélera d'une façon encore plus aigue et plus brutale), a une importance beaucoup plus profonde pour le développement de la révolution européenne que la dépendance de l'Allemagne vis à vis de l'Entente.

Voilà pourquoi - disons le en passant - le mot d'ordre des Etats-Unis Soviétiques d'Europe, et non seulement le mot d'ordre isolé "A bas le traité de Versailles" est une réponse prolétarienne aux convulsions du continent européen.